

LE PREMIER MINISTRE RÉPOND AUX SÉNATEURS

# Le discours cru de Ouyahia

**Le Premier ministre Ahmed Ouyahia a accompli «la formalité constitutionnelle» hier mercredi au Conseil de la nation qui soutient son «plan d'action».**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Le patron de l'exécutif obtient, donc, le quitus du Parlement pour achever le deuxième mandat de Bouteflika et préparer la présidentielle d'avril 2009.

Hier encore, et dans ses réponses aux sénateurs, Ouyahia tentait d'opposer un discours politique à l'élan de... soutien «tous azimuts» de ses interlocuteurs, censés être ses contradicteurs. «L'Algérie ne va pas se construire avec Bouteflika seul ou avec le gouvernement seul. C'est l'affaire de tout le monde. Rappelez-vous 1999. Bouteflika était candidat à la présidentielle. Et que vous disait-il à l'époque déjà ? "Vous êtes des fainéants ! Vous ne travaillez pas ! Continuez à

dépendre du pétrole et vous irez droit dans le mur !" C'est pourtant contre toute logique électoraliste. La tradition voudrait, en effet, que tous les candidats caressent le peuple dans le sens du poil pour obtenir ses voix. Eh bien, je vous le dis encore aujourd'hui et je suis mandaté par le président pour vous le dire : remettez-vous au travail. Oui ! Les élus aussi sont concernés.» Ouyahia cite des exemples au niveau local pour se faire comprendre. «Quelqu'un ici est intervenu pour exposer les problèmes de la ville d'Oran. Son statut d'ex-P/APW faisant qu'il est mieux informé que moi sur ce sujet, n'empêche, je réponds ceci : si l'Etat, j'entends le gouvernement, se préoccupe d'ouvrir de nou-

veaux guichets pour l'état civil et même de l'entretien de la voirie et des routes communales, alors à quoi servent l'APW et l'APC ? dira le Premier ministre avant d'annoncer que les indemnités des élus locaux seront bientôt «revues à la hausse». Sur sa lancée, Ouyahia contredit les sénateurs au sujet du bilan du... gouvernement ! «Quand nous vous parlons des réalisations, oui, nous avons fait des réalisations mais nous ne prétendons pas que nous n'avons plus de chômeurs ! Nous ne prétendons pas que tous les Algériens ont des logements. Nous ne prétendons pas que nous ne comptons aucun pauvre, etc.» Même type de réponse s'agissant «des louanges» à la réconciliation nationale. «Réconciliation nationale ? C'est vrai que cela sonne bien. Mais on a l'impression que l'on a tendance à

oublier parfois ce que cela signifie exactement. La réconciliation nationale, c'est avant tout, la réconciliation de l'Algérie avec elle-même, du citoyen avec sa patrie, avec le travail».

**«Le plan quinquennal sera réalisé même à 10 dollars le baril»**

C'est ce que soutiendra le Premier ministre devant les journalistes, en marge de son passage au Sénat hier mercredi. «Ce sera fait, absolument ! Nous procéderons avec l'argent que nous avons et là, je vais vous faire un petit calcul. Parce qu'il y a un grand expert que je respecte beaucoup, qui trouve des contradictions et des anomalies dans ce que nous disons. Premièrement, il a dit que la Sonatrach prend 15 dollars des recettes... Il faut qu'il lise la loi sur la monnaie et le crédit qui fait obligation à Sonatrach de déposer le dernier dollar à

la Banque d'Algérie. Sonatrach a des dinars. Elle possède 1 300 milliards de dinars dans les banques. Secundo, j'ai dit qu'avec 138 milliards de dinars nous tiendrons cinq ans. Et nous tiendrons cinq ans à 20 dollars le baril parce qu'à ce prix, nous ferons 19 milliards de dollars de recettes. Donc, faisons un peu comme nos mamans : je mets 19 et j'ai besoin d'aller sur le flanc extérieur à 35 ou 40. Car je

dois importer de la marchandise et je dois payer des services (...) Même à 10 dollars le baril, on fera 10 milliards par an, c'est vous dire que nous avons les moyens de faire et il faut le dire parce qu'il faut que l'espoir demeure. Mais il faut bien faire attention : c'est pas la chute du prix du baril qui est grave, c'est la fin du pétrole qui sera tragique et ce ne sera pas dans un siècle !»

K. A.

## Montée au créneau du quatuor de cadres exclus du RCD

Le quatuor de cadres nationaux, exclu de ses rangs ces derniers jours par le parti de Sadi, est revenu à la charge à travers une déclaration virulente, rendue publique dans la journée d'hier, pour répondre à la direction nationale qui a décidé d'introduire une action en justice à leur rencontre, sous les accusations, a déclaré lors de sa rencontre avec la presse, mardi dernier le responsable régional du RCD, de «diffamation, abus de confiance, usurpation de qualité et détournement de deniers du parti».

Tout en qualifiant les «attaques» des responsables régionaux du RCD de «diversion ne trompant plus personne», les désormais ex-RCDistes persistent et signent dans leur déclaration pour clamer que «le fond du problème réside dans le débat que nous avons initié dans le parti et qui est en train de s'imposer, au sujet du fonctionnement interne et de la transparence dans la gestion des finances du parti». «Il est de notoriété publique qu'à chaque fois que des militants posent des problèmes politiques, le président du RCD se cache derrière des accusations de connivence avec le pouvoir. Il serait bien inspiré d'écouter les attentes de la base, qui est totalement dérouterée par ses méthodes expéditives d'exclusion», rappellent dans la même déclaration, les quatre militants radiés du parti. Les quatre ex-membres du conseil national du RCD n'ont pas manqué de descendre en flammes le premier responsable du parti. «Nous ne disposons ni de villas avec piscine au milieu de la nomenklatura, ni de résidences à Paris, Palma ou ailleurs, ni de voitures blindées, encore moins nous permettre cinq à six voyages par mois. Ce n'est pas en accusant des innocents de corruption qu'on peut se protéger soi-même», dénoncent les mêmes militants, incriminés par leur ex-parti.

A. K.

## BELKHADEM CONFIRME L'ÉLASTICITÉ DES DISPOSITIONS DE LA CHARTE SUR LA RÉCONCILIATION

# «Les portes resteront toujours ouvertes pour les terroristes»

**Abdelaziz Belkhadem a confirmé hier que les dispositions de la charte sur la réconciliation nationale étaient vraiment élastiques.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le représentant personnel du président de la République a révélé hier sur les ondes de la Chaîne I qu'il n'était pas exclu que d'autres dispositions soient encore prises à l'avenir en faveur des terroristes. «La réconciliation nationale est un projet politique. On ne peut pas dire que l'échéance arrive à

terme. Ce n'est quand même pas comme des élections où il faut déposer sa candidature dans un délai préalablement fixé. C'est une philosophie qui a pour but d'œuvrer à la réintégration des personnes qui ont choisi de déposer les armes. On ne peut pas la cantonner que dans certains aspects» a-t-il affirmé hier sur les ondes de la Chaîne I de la

Radio nationale ajoutant : «Qui peut s'octroyer le droit de fermer la porte à ceux qui veulent se repentir. Même le Coran autorise le repentir jusqu'au bout, pourquoi nous le refuserons ?» Invité de l'émission «Tahaoulet», Belkhadem, qui a été interrogé sur plusieurs sujets d'actualité, a répondu qu'au sujet de la candidature de Bouteflika à la présidentielle, il appartenait à ce dernier de se prononcer ajoutant qu'il était certain que le président

ne «décevrait pas les attentes d'un grand pan de la société». Aussitôt cette formalité accomplie, Belkhadem s'attend à une seconde révision de la Constitution «en profondeur» afin de «rattraper les contradictions de l'actuel loi fondamentale». A l'occasion de ces élections, dit-il, 60 000 agents de l'administration seront mobilisés pour la préparation matérielle de ce rendez-vous.

N. I.

## EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

# Les vraies raisons de leur faiblesse

**Selon M. El-Hachemi Djaâboub, ministre du Commerce, les exportations hors hydrocarbures ne dépasseront pas le seuil des deux milliards de dinars pour l'exercice en cours.**

Cette faiblesse s'expliquerait par les multiples entraves et contraintes freinant cette activité économique source de rentrée de devises et génératrice d'emplois. Cette situation relègue l'Algérie au peu reluisant 82<sup>e</sup> rang sur un total de 160 pays exportateurs. C'est la conséquence du peu d'intérêt affiché durant de longues années par les pouvoirs publics pour ce genre d'exportations. Ce qui expliquerait leur stagnation durant de longues années où elles arrivent difficilement à atteindre les insignifiants 3 % du chiffre global en Algérie. Avec 97 %, nos exportations et c'est connu de tous, sont constituées quasi exclusivement par les hydrocarbures. Dans un but évi-

dent d'atténuer la tendance actuelle, des chefs d'entreprises de la région est et sud-est étaient en conclave lundi à Annaba. Ils répondaient à une invitation pour une journée d'information et de formation sur les moyens et voies susceptibles de leur permettre d'entreprendre dans les meilleures conditions leur conquête des marchés extérieurs. La manifestation a été organisée par Optimexport, qui pilote le programme de renforcement des capacités exportatrices hors hydrocarbures des PME algériennes dans le cadre du programme PRCC. L'opération est soutenue à hauteur de 2,1 millions d'euros par l'Agence française de

développement et le ministère algérien du Commerce avec un montant de 400 000 euros. Ces chefs d'entreprises ont mis le doigt sur le mal qui ronge cette activité. Ils ont cité des exemples concrets empêchant son développement dans un climat de concurrence régionale et internationale de plus en plus féroce. Cette dernière exclut de fait tous ceux qui ne s'adaptent pas aux exigences des marchés extérieurs. C'est le cas de cet exportateur activant dans le créneau des dattes deglet noir, très prisées à l'étranger. Il a mis en exergue les lourdeurs bureaucratiques et le risque de change qui lui ont coûté, selon ses dires, des dizaines de millions avec la dernière dépréciation de l'euro. Il fera remarquer que le même produit, pourtant de moindre qualité, exporté par nos voisins de l'est

arrive facilement à être placé sur le marché international du fait de l'aide et du soutien sans failles accordé par leurs pouvoirs publics. Produisant six fois moins que l'Algérie, la Tunisie arrive à exporter près de 85 % de sa production, alors que le taux atteint par notre pays dans ce domaine ne dépasse guère le 1 %. Il y a également le problème du troc illégal de cette qualité de fruit pourtant protégé par la loi, auquel s'adonnent, sans être inquiétés, certains trafiquants au niveau de nos frontières du Grand Sud, portant ainsi un sérieux coup aux exportateurs légaux. Les irrégularités du trafic maritime constituent d'autres inconvénients. Elles ont été dénoncées par les exportateurs. A l'image d'un chef d'entreprise opérant dans la production de tuiles métalliques, basé dans la

région de Annaba, qui a fait part de la mésaventure qu'il a vécue en exportant une cargaison à destination du marché européen. Le bateau devant acheminer le produit a amarré au port trois mois après la date indiquée dans la transaction commerciale. Cette manière de procéder ne peut que nuire à la crédibilité des exportateurs algériens vis-à-vis de leurs clients pour qui le temps, c'est de l'argent. Ces deux exemples ne constituent qu'une infime partie de la multitude de problèmes auxquels sont confrontés les exportateurs algériens. Dans leurs interventions, ils ont estimé incontournable la nécessité d'activer dans un climat sain afin de renforcer et d'élargir la place des produits nationaux sur les différents marchés étrangers.

Ali Bouacha